

Guy Parmelin, un entretien avec le ministre de l'agriculture

Monsieur le Conseiller fédéral, jusqu'en 2015, vous étiez maître agriculteur et vigneron dans le canton de Vaud; qu'est-ce qui vous a mené à l'agriculture?

J'ai toujours été attiré par l'agriculture. C'est une histoire de famille. Au cours du gymnase, j'ai vite vu que j'étais plus séduit par l'aspect pratique des choses que la théorie. J'ai voulu laisser tomber mes études. Mais mes parents m'ont incité à terminer ma maturité, ce que j'ai fait avant d'entamer mon apprentissage d'agriculteur. Je ne l'ai jamais regretté. Aujourd'hui, je suis évidemment très reconnaissant à mes parents qu'ils m'aient un peu forcé la main, car cela m'a laissé toutes les options ouvertes.

Quel rapport avez-vous aujourd'hui à l'agriculture suisse?

Il reste évidemment très étroit. Mon frère est toujours dans la profession, de même que de nombreux amis. Ces contacts, je les ai toujours lorsque je rentre à Bursins en fin de semaine. Bref, je reste attaché à ce métier et aux gens qui le pratiquent. Je suis cependant conscient que je ne suis pas seulement ministre de l'agriculture, mais aussi ministre de l'économie. En tant que tel, je dois veiller à la prospérité générale de notre pays, et pas seulement d'un secteur économique particulier. Pour réussir cela, nous devons dialoguer et être à la pointe de l'innovation dans le domaine de l'agriculture. La recherche



agricole joue évidemment un rôle essentiel pour que nous puissions réaliser la deuxième condition.

La recherche est aussi un domaine important du DEFR: quel est le rôle de la recherche suisse en général?

Je l'ai dit: la recherche de pointe est essentielle si nous souhaitons que l'économie suisse reste dynamique et compétitive sur les marchés mondiaux. Pour cela, nous devons disposer d'une recherche de tout premier plan, tant fondamentale qu'appliquée. Cela passe par un bon financement de la recherche, mais aussi par une utilisation rationnelle des ressources dont nous disposons. C'est dans cet esprit que nous réformons par exemple Agroscope. Il s'agit aussi de maintenir un bon mix entre la recherche financée par le secteur privé et celle qui a besoin du soutien de l'État. Ce qui est aussi essentiel pour moi, c'est le bon transfert du savoir acquis dans les institutions de recherche publiques vers les praticiens.

Et dans le domaine de l'agroalimentaire, en particulier?

Ici, plus qu'ailleurs, nous devons veiller à l'équilibre entre les besoins de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée et les besoins de l'État qui doit disposer de bases scientifiques pour fonder des décisions normatives. L'agriculture réclame que la recherche s'oriente plus sur leurs besoins immédiats. C'est juste, mais il n'y a pas de recherche appliquée sans un savoir fondamental. En outre, nous ne pouvons acquérir de bons chercheurs que s'ils ont l'occasion de publier et d'être reconnus par leurs pairs. Nous devons tenir compte de ces exigences. En réformant Agroscope, nous veillons à tous ces besoins et je suis convaincu que nous pouvons parvenir à une bonne solution pour toutes les parties.

Qu'est-ce que la recherche apporte aux familles d'agriculteurs?

D'une part, elle leur apporte des solutions pratiques pour réduire les coûts d'exploitation et les pertes inutiles. D'autre part, elle leur permet une exploitation plus rationnelle et plus durable de leurs terres. Elle leur donne aussi la certitude que les problèmes qu'elles rencontrent sur le terrain seront analysés rigoureusement et qu'on leur apportera des solutions scientifiquement fondées et économiquement viables.



Et qu'apporte-t-elle à la population?

Une réduction des produits phytosanitaires dans l'environnement, une utilisation plus respectueuse et plus durable des ressources, que ce soit la terre ou l'eau. La population bénéficie aussi d'une alimentation saine, équilibrée et adaptée à ses besoins et envies. Enfin, la recherche contribue à maintenir un taux d'autoapprovisionnement élevé de notre pays, ce qui assure notre indépendance et sécurité nationale. Accessoirement, un taux d'autoapprovisionnement élevé réduit les importations, donc les transports inutiles de l'étranger et ménage ainsi notre environnement.

Quel est l'avenir de cette recherche?

Deux domaines de recherche et de développement scientifique et technologique sont actuellement très prometteurs pour l'avenir et la prospérité de nos sociétés: la numérisation – très à la mode – mais aussi tout le domaine des biotechnologies et des sciences alimentaires. C'est un peu moins discuté aujourd'hui, mais, c'est un domaine très dynamique où la Suisse reste parmi les

meilleurs. D'une part, grâce à de grands groupes du secteur alimentaire qui financent activement la recherche, mais aussi grâce à nos universités, nos écoles polytechniques et nos instituts de recherche comme Agroscope qui accumulent constamment de nouveaux savoirs et les diffusent. Notre mission est donc claire: nous devons maintenir notre excellence dans ces domaines et si possible la développer encore. ■

Interview: Propos recueillis par Erik Reumann, porte-parole du DEFR

Photos: mises à disposition par SG DEFR